

30000562192

Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplement a : tendances de la con-
No 000002 1992 07 00
INSEE-BIBC P FRA 1110St

OTE

ONCTURE

DE L'INSEE

I. N. S. E. E.
DOCUMENTATION
- 8 1992

C 9

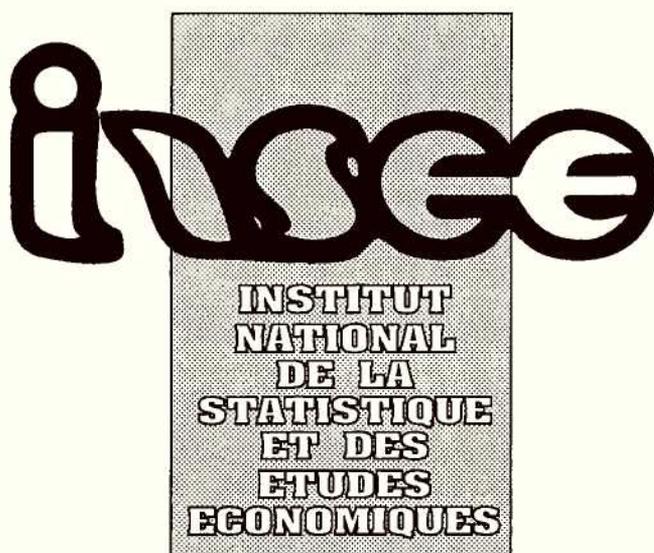
(Collection N° 2)

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES



Supplément à Tendances de la Conjoncture



© Insee 1992

Prochaines parutions des cahiers de Graphiques :

- N° 46 du cahier 1 de "Tendances" (bleu) : septembre 1992
- N° 41 du cahier 2 de "Tendances" (vert) : juillet 1992

Ont directement participé à la réalisation de cette note :

• **Rédacteurs en chef :**

Laurent Berrebi et Stéphane Gregoir.

• **Assistante de rédaction :**

Jacqueline Perrin.

• **Contributeurs :**

Laurent Arthaud ; Catherine Beller ; Jean-Pierre Berthier ; Frédéric Boccara ; Ghislaine Calvarin ; Yvonne Collet ; François Couté ; Charlotte Dennery ; Lise Dervieux ; Nicole Desprez ; Sylvie Dumartin ; Françoise Dupont ; Guillaume Dureau ; Jean-Yves Fournier ; Jean-Paul Girard ; Danièle Guillemot ; Pierre Jaillard ; Jean-Louis Julia ; Gilles Laguerre ; Eliane Le Rey ; Marie-Odile Liagre ; Stéfan Lollivier ; Pascale Pollet ; Pascale Roisné-Derouillon ; Florence Salet ; Marie-Hélène Tamisier.

• **Secrétaires de rédaction :**

Valérie Brossaud ; Nelly Cousté ; Liliane Delanne ; Chantal Masson.

• **Conception graphique et réalisation de la maquette :**

Patrick Le Floch-Meunier ; Jean-Paul Mer.

• **Relations avec l'imprimeur :**

Huguette Heliez ; Patrick Le Floch-Meunier.

Rédaction achevée le 23 juin 1992

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation de l'économie française à la mi-1992 et son évolution probable sur le reste de l'année. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Tous les chiffres relatifs aux trois derniers trimestres de l'année 1992 ont un caractère prévisionnel, tandis que ceux relatifs au premier trimestre sont le plus souvent provisoires. L'hypothèse sur le cours du dollar est, comme à l'accoutumée, conventionnelle.

Directeur de la publication : Jean-Claude Milleron

ISSN 0766-6268

Impression d'après documents fournis

IMPRIMERIE NATIONALE

92 171 144 P 86

SOMMAIRE

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

VUE D'ENSEMBLE

FICHES THÉMATIQUES

• L'environnement international.....	2
• La politique monétaire et le financement de l'économie	8
• Les marchés du pétrole et des matières premières	11
• Les coûts et les prix de production	14
• Les prix de détail.....	16
• L'investissement	19
• La production	21
• Les stocks	25
• La productivité apparente du travail.....	26
• L'emploi.....	27
• Le chômage	29
• Les salaires.....	31
• Les transferts sociaux.....	34
• Les finances publiques	36
• Le revenu des ménages	38
• La consommation et l'épargne des ménages.....	40
• Les échanges extérieurs : produits manufacturés.....	43
• Les soldes extérieurs.....	46

ANNEXES

• Des prévisions aux réalisations	50
• Le compte associé	52

1992 : une croissance tirée par les exportations

En 1992, la croissance du PIB marchand de la France serait voisine de 2,5 % en moyenne annuelle, supérieure à celle de la plupart des pays de l'OCDE. La contribution la plus notable à la croissance serait celle du solde extérieur du fait des bons résultats des exportations de produits manufacturés. La maîtrise de ses coûts salariaux permet à la France des gains sensibles de compétitivité-prix qui conduisent à des gains de parts de marché depuis la mi-1991.

L'activité en France bénéficierait aussi d'une consommation plus ferme, mais qui n'accélérerait pas en cours d'année. Sa croissance semestrielle en rythme annualisé se maintient depuis la mi-1991 à un niveau proche de 2,5 %. Cette évolution serait plus vive si la consommation de biens durables n'était pas mal orientée du fait de la prudence des ménages qui maintiendraient leur taux d'épargne à un niveau voisin de celui observé au second semestre de 1991. Grâce à la suppression du taux majoré de TVA, toutefois la consommation de biens durables ne baisserait pas en 1992.

Le recul de l'investissement, en grande partie acquis en début d'année, se prolongerait en 1992. Après l'effort soutenu des années 1987-1990, les chefs d'entreprise industrielle disposent de marges de capacité suffisantes pour répondre à l'augmentation anticipée de la demande. Ils privilégient les investissements de productivité dans l'attente de la confirmation de la reprise mondiale. Seul le secteur des services augmenterait le volume de ses achats d'équipement.

Contrairement à 1991, les branches manufacturières contribueraient fortement à la croissance de la production en raison de la bonne tenue des exportations. Après une accélération au premier semestre de 1992, en partie due à des phénomènes de rattrapage, la production manufacturière décélérerait légèrement au second semestre suivant en cela le profil des exportations.

L'emploi continuerait de s'ajuster avec retard au ralentissement observé en 1991. Après une baisse au premier semestre, les effectifs se stabiliseraient sur la seconde partie de l'année. Malgré une politique gouvernementale active en faveur de l'emploi, le taux de chômage augmenterait entre avril et décembre de 0,3 à 0,4 point.

Le sensible redémarrage de l'activité permettrait de forts gains de productivité qui s'accompagneraient d'une baisse du coût salarial unitaire par suite d'une décélération des salaires. Les entreprises amélioreraient légèrement leur taux de marge. De même, la moindre pression fiscale suite à la faible activité de 1991 contribuerait à augmenter l'épargne des entreprises.

Les échanges en produits manufacturés dégageraient un excédent en 1992. Le solde Fab-Fab de marchandises serait positif pour la première fois depuis 1978. Le solde de services profiterait d'un excédent touristique en amélioration, mais serait affecté par l'accroissement du déficit des revenus des capitaux.

Par rapport à leurs concurrents étrangers les entreprises françaises sont dans une position désormais favorable grâce à la maîtrise de leurs coûts de production et aux achats d'équipement effectués depuis 1987. Plus compétitives, elles gagnent des parts de marché dans un environnement encore peu dynamique, ce qui devrait leur permettre de fortifier leurs résultats. Néanmoins, cette situation ne sera durable que si les entreprises françaises maintiennent leurs efforts, tant au niveau des coûts qu'au niveau de l'investissement, pour asseoir leur avantage sur les marchés extérieurs. Elle ne débouchera sur une réduction à terme du chômage que si la confiance des agents se redresse suffisamment pour permettre un redémarrage des achats de biens durables et de l'investissement productif.

Biens et services marchands : équilibre ressources-emplois aux prix de 1980.

	Taux de croissance en %											
	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1990		1991		1992		1990	1991	1992	1990	1991	1992
	1 ^{er} S.	2 ^{ème} S.	1 ^{er} S.	2 ^{ème} S.	1 ^{er} S.	2 ^{ème} S.						
PIB Marchand	1,2	0,1	0,5	1,2	1,4	1,2	1,3	1,6	2,6	2,3	0,9	2,5
Importations	1,3	2,4	0,2	1,6	2,4	3,1	3,6	1,8	5,5	6,5	3,0	3,6
Total des ressources	1,2	0,7	0,4	1,3	1,7	1,7	1,9	1,7	3,4	3,3	1,4	2,8
Consommation des ménages	1,9	0,4	0,6	1,4	1,3	1,3	2,3	2,1	2,5	2,9	1,5	2,6
FBCF totale	0,6	0,2	-1,4	-0,3	0,1	0,0	0,8	-1,7	0,1	2,9	-1,3	-0,5
dont : SQS-EI	1,6	0,8	-2,4	-2,2	-0,4	-0,3	2,5	-4,5	-0,6	3,8	-2,8	-2,3
ménages	-2,8	-3,1	-2,5	2,5	0,3	-0,3	-5,9	-0,1	0,1	-0,6	-2,5	1,1
Exportations	0,6	3,2	1,8	3,7	4,3	2,3	3,9	5,6	6,7	5,5	4,2	7,2
Variations de stocks (en contribution à la croissance du PIB marchand)	-0,2	-0,5	-0,2	-0,4	-0,1	0,6	-0,7	-0,6	0,5	-0,1	-0,3	-0,3
Demande intérieure hors stocks	1,5	0,4	0,1	1,0	1,0	0,9	1,9	1,1	1,9	2,9	0,8	1,8
Demande intérieure	1,4	-0,1	0,0	0,6	0,8	1,5	1,3	0,5	2,3	2,7	0,6	1,5

□ Prévisions

**En dépit
d'une croissance de
la demande étrangère
voisine de
celle de 1991...**

Après une fin d'année 1991 atone, un redressement de la demande intérieure s'est produit au début 1992 en Amérique du Nord et dans la Communauté Européenne. Il a fait suite à la baisse des taux de long terme et s'est accompagné d'une reprise de confiance des marchés financiers.

En Amérique du Nord, la réduction de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt, qui touchent à leur fin, constituent des facteurs de soutien de la demande. Leurs effets sur l'économie réelle sont en cours. Ils sont cependant apparus plus tardivement que prévu en raison de la prudence des agents privés qui continuent de privilégier l'assainissement de leur situation financière. Depuis le début de l'année, la consommation privée reste bien orientée en dépit de la baisse des crédits à la consommation. Les Etats-Unis s'acheminent ainsi vers une reprise modérée qui contrairement aux reprises pas-

sées, ne sera pas accompagnée d'une politique expansionniste.

La croissance européenne demeurerait modeste et l'activité s'accélérerait peu en 1992. Elle resterait marquée par les suites de la réunification allemande dont les effets expansifs directs ont amorti la répercussion des récessions des pays d'Amérique du Nord et du Royaume-Uni sur les pays d'Europe Continentale : les mesures de financement de l'unification opérées en Allemagne depuis la mi-1991 pèsent en 1992 sur la croissance de la partie occidentale de l'Allemagne. Par ailleurs, la croissance européenne resterait freinée par des politiques monétaires toujours restrictives et par les ajustements budgétaires effectués dans certains pays. Au second semestre, la Communauté Européenne profiterait cependant de la meilleure orientation de la demande intérieure allemande et de la reprise escomptée au Royaume-Uni, amorcée notamment par une relance budgétaire. Seul le Japon reste confronté à une crise financière qui s'est largement répercutée sur le comportement d'investissement des entreprises. La baisse de l'investissement a pesé sur l'activité puis a entraîné un ralentissement des revenus dis-

tribués aux ménages qui ont infléchi leur consommation.

Au total, la croissance de la zone OCDE passerait de 1,0 % en 1991 à 1,8 % en 1992 ^{1/}. Elle s'accompagnerait d'une reprise, déjà observée depuis la mi-1991, du commerce mondial dont la croissance atteindrait 6,0 % en 1992 après 4,2 % en 1991. Mais, la croissance de la demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France, se maintiendrait en 1992 au même rythme qu'en 1991 (+ 5,9 % après + 6,2 %) : alors qu'elle avait profité de l'unification allemande, tout comme ses autres partenaires européens, la France sentirait en 1992 les effets du ralentissement de la demande intérieure allemande commencé il y a un an. Par ailleurs, en 1992 la moindre tension sur les capacités de production outre-Rhin pourrait y limiter la progression des importations, les industriels allemands cherchant à regagner en 1992 une partie des parts de marché intérieur perdues depuis 1990. Néanmoins, au second semestre, la demande mondiale adressée à la France repartirait sous l'effet conjoint de la reprise dans les pays d'Amérique du Nord et au Royaume-Uni et d'une demande intérieure allemande mieux orientée.

^{1/} Selon les prévisions de l'OCDE (juillet 1992)

...la France connaît en 1992 une forte poussée des exportations grâce à de sensibles gains de compétitivité-prix

Depuis le début 1991, les coûts salariaux ont davantage cru chez nos partenaires qu'en France. L'Allemagne a dû procéder depuis l'année dernière à des augmentations salariales élevées dans un contexte de tensions sur les capacités de production qui persistent en 1992, alors que le financement de l'unification pèse sur la croissance et donc sur la productivité depuis la mi-1991. Sortant d'une période de forte inflation, le Royaume-Uni a connu une croissance de ses coûts salariaux encore forte jusqu'à la mi-1991. L'Europe du Sud, quant à elle, reste confrontée à une croissance de ses coûts salariaux plus importante que celle des autres pays de la CE.

Grâce à la maîtrise de ses coûts salariaux, la France a gagné vis-à-vis de ses principaux concurrents 5 points de compétitivité-prix en 1991 dont une partie seulement est imputable à l'appréciation du dollar vis-à-vis du franc. Du fait des effets retardés des gains de compétitivité-prix, la forte poussée des exportations en produits manufacturés (de plus de 9 %) constituerait le fait marquant de l'année 1992. Elle conduirait à de sensibles gains de parts de marché cette année.

En profil, les exportations s'accéléraient depuis la mi-1991, et ralentiraient au second semestre de 1992. Le mouvement semestriel des exportations resterait marqué par le calendrier des livraisons d'Airbus, plus favorable au premier semestre, et peut-être par le retour progressif des producteurs allemands

sur les marchés-tiers. L'essentiel des gains de parts de marché se situeraient dans la première moitié de l'année.

Depuis la mi-1991, une consommation plus ferme soutient la demande intérieure

La croissance de la consommation marchande des ménages bénéficierait en 1992 d'une légère accélération du pouvoir d'achat et s'établirait à 2,5 % en moyenne annuelle, soit environ un point de plus qu'en 1991. Cette évolution résulte de la faible croissance de la consommation observée pendant le premier semestre de 1991. En effet, depuis la mi-1991, la consommation suit un rythme de croissance semestrielle soutenu, légèrement inférieur à 1,5 %. Au second semestre de 1991, confrontés à des gains de pouvoir d'achat modérés, mais soulagés de l'incertitude liée à la crise du Golfe, les ménages avaient sensiblement augmenté leurs dépenses en réduisant leur effort d'épargne. Dans un contexte d'inflation contenue et malgré l'aggravation du chômage défavorable à long terme à l'épargne, ils maintiendraient leur taux d'épargne en 1992 à un niveau voisin de celui observé au second semestre de 1991. Ceci est conforme aux indications des enquêtes de conjoncture auprès des ménages, selon lesquelles les ménages resteraient prudents dans leur arbitrage consommation-épargne.

L'évolution de la consommation en 1991 peut être caractérisée par une baisse des achats de biens manufacturés, en particulier de biens durables, et par une moindre croissance de la consommation de services. En 1992, la consommation de biens manufacturés se redresserait et

celle des services accélérerait.

La demande de biens durables est particulièrement sensible aux anticipations de revenus, mais peut aussi être entravée par un moindre recours au crédit. Ces deux facteurs se conjuguent pour expliquer en partie la décroissance de 5,1 % de la consommation de biens durables en 1991. En 1992, ils devraient continuer de peser. Les ménages maintiennent l'effort d'assainissement de leur situation financière commencé il y a maintenant deux ans : l'encours de crédit octroyé par les banques aux ménages est stable en termes réels au début de cette année. Une stagnation de la consommation de biens durables soutenue en partie par la suppression du taux majoré de TVA, devrait être observée cette année. La consommation de biens manufacturés non durables croîtrait, quant à elle, d'un peu plus de 1,5 %, soit à un rythme légèrement supérieur à celui observé l'an passé, essentiellement du fait d'un pouvoir d'achat mieux orienté.

Enfin, la consommation de services retrouverait un rythme de croissance annuelle voisin de 3,5 % comparable à celui de 1990. Ce retour à un rythme de progression voisin de ceux observés avant 1991, s'explique en partie par l'inversion de la tendance des dépenses de transports-télécommunications qui avaient fortement souffert des conflits armés de 1991.

L'investissement continuerait de reculer en 1992

Après le repli de 3,5 % enregistré en 1991 l'investissement productif continuerait de reculer de 2 % en 1992. Le taux d'investissement des entreprises - c'est-à-dire la part de la

valeur ajoutée consacrée à l'investissement - retrouverait un niveau voisin de celui de 1986. Les bons résultats à l'exportation n'ont pas suffi à rétablir totalement la confiance des entreprises qui demeure affectée, tout comme dans de nombreux pays européens, par l'incertitude qui pèse sur le calendrier de la reprise américaine et sur les conséquences du financement de l'unification allemande.

L'investissement dans l'industrie manufacturière serait encore particulièrement touché cette année puisqu'il diminuerait de 8 % en volume d'après la dernière enquête investissement dans l'industrie, comme en 1991. Cette évolution s'écarte comme en 1990 d'un comportement de type accélérateur-décélérateur simple. A l'époque, l'investissement avait tardivement réagi au ralentissement de l'activité ; en 1992, l'ajustement à la baisse se poursuit malgré le redressement des perspectives de production. La faiblesse des débouchés prévus par les entreprises pèse probablement sur la rentabilité anticipée du capital et donc sur les décisions d'équipement. Les entreprises semblent également disposer de capacités de production suffisantes pour répondre à l'accroissement de la demande. Les taux d'utilisation des capacités de production ont rejoint leurs bas niveaux de 1986 et il faudrait une croissance de la demande sensiblement supérieure à celle observée actuellement pour que s'effectue une remontée du taux d'utilisation. Aussi, selon la dernière enquête investissement dans l'industrie, la part des investissements de capacité diminuerait-elle en 1992 au profit d'investissements destinés à la modernisation et à l'introduction de nouvelles techniques.

Seul le secteur des commerces et des services connaîtrait une augmentation de l'investisse-

ment, de l'ordre de 2 %, après un recul de 2,2 % en 1991. Dans les Grandes Entreprises Nationales, le volume des dépenses d'équipement se stabiliserait au niveau atteint l'année dernière.

Au total, la demande intérieure hors stocks resterait sur le même rythme de croissance depuis la mi-1991. Les stocks se reconstitueraient en cours d'année, suite à l'accélération de la demande hors stocks de la fin de 1991 et du début de 1992 et auraient une contribution proche de zéro à la croissance sur l'année.

La croissance de la production manufacturière se consoliderait à un rythme semestriel voisin de 1,5 %

En moyenne annuelle, la croissance de la production manufacturière s'expliquerait par le dynamisme des exportations, mais aussi par une consommation des ménages plus soutenue qu'en 1991 et avoisinerait 2,5 %. En légère accélération par rapport au second semestre de 1991, la croissance dans les branches manufacturières se maintiendrait tout au long de l'année. Le profil infra-annuel est en fait perturbé par les phénomènes de rattrapage du premier trimestre observés notamment dans la construction automobile suite aux mouvements sociaux de la fin de l'année 1991. Sans cette perturbation, la croissance en glissement semestriel serait voisine de 1,5 % à chaque semestre. Néanmoins une légère décélération serait observée du fait du profil des exportations.

L'accroissement de la production serait d'ampleur différente selon les branches. Alors que l'activité dans la

construction automobile connaîtrait une forte hausse principalement au premier semestre, notamment en raison de la bonne orientation des exportations, celle des biens d'équipement professionnel stagnerait compte tenu du moindre effort d'investissement des entreprises.

Profitant de la légère amélioration des échanges inter-industriels et d'une consommation des ménages plus soutenue, l'activité dans le commerce croîtrait d'environ 2 % en 1992. De même, dans les services, les enquêtes de conjoncture semblent indiquer que le ralentissement de l'activité a cessé, en particulier dans le secteur des services aux entreprises particulièrement touché par le ralentissement de l'activité industrielle de 1990-1991. L'activité serait dynamique dans les secteurs liés au tourisme, où les professionnels profiteraient d'une bonne tenue de la demande étrangère et du regain d'intérêt des Français pour les voyages à l'étranger. Enfin, la situation des transports continuerait de s'améliorer après une année 1991 très difficile.

La production du secteur du bâtiment et des travaux publics connaîtrait une croissance modérée semblable à celle observée l'an passé sous l'hypothèse que le plan de soutien de l'Etat pour ce secteur se révèle efficace dès 1992. Les mesures prises devraient permettre de maintenir à son niveau actuel le nombre des mises en chantier de logements neufs. En revanche, malgré une forte croissance des constructions de bâtiments publics, la construction neuve de bâtiments non-résidentiels fléchirait légèrement du fait du recul de l'investissement. Enfin, grâce à des conditions climatiques favorables en début d'année et à un maintien des programmes d'infrastructures ferroviaires et autoroutières, la croissance de la

production des travaux publics se stabiliserait.

Les importations en produits manufacturés s'accéléraient en 1992

En 1992, la remontée de la demande intérieure totale en produits manufacturés (+ 0,9 %) s'accompagnerait d'une accélération des importations en produits manufacturés (+ 4,3 % en 1992 après + 1,9 % en 1991). La compétitivité-prix se détériorerait sur le marché intérieur où les industriels français chercheraient à reconstituer leurs marges. Selon la dernière enquête concurrence étrangère dans l'industrie, les chefs d'entreprise privilégient les marchés étrangers au détriment de leurs marges.

Malgré cela, l'élasticité apparente des importations à la croissance de la demande intérieure en produits manufacturés en 1992 (2,2) serait un peu inférieure à celle observée dans le passé durant les périodes de redémarrage de la demande intérieure (2,6). Cette différence s'expliquerait par la forte sensibilité des importations à l'évolution de l'investissement qui continue de baisser en 1992. La remontée de la demande intérieure résulte en effet du raffermissement de la consommation des ménages et du besoin de consommations intermédiaires qui accompagne l'augmentation de la production.

L'emploi poursuivrait son ajustement

L'ajustement de l'emploi se poursuivrait en 1992 dans un

contexte d'anticipations prudentes de la part des entreprises. Les effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles (SMNA) se contracteraient de 0,2 % en 1992 après la quasi-stabilité enregistrée en 1991. Les services marchands resteraient le seul pôle créateur d'emplois en 1992. Les suppressions d'effectifs touchent depuis la fin d'année 1991 l'emploi stable, constitué par les emplois à durée indéterminée.

En 1992, l'industrie manufacturière poursuivrait ses réductions d'effectifs. Elle réaliserait des gains de productivité supérieurs à 5 % et atteindrait le point haut du cycle de productivité. Les réductions d'emplois stables continueraient en 1992. Le recours au travail temporaire augmente au début de 1992 : le sensible redémarrage de la production, encore jugé fragile par les chefs d'entreprises, nécessite des emplois intermédiaires en particulier dans l'automobile. Les suppressions d'emplois devraient cependant s'atténuer en cours d'année notamment dans l'automobile et les biens intermédiaires.

Les services marchands créeraient moins d'emplois en 1992 (+ 1,1 % après + 1,4 %). Ils renoueraient avec les gains de productivité qui avoisineraient 2 % en 1992. Après un sensible ralentissement des créations d'emplois en début d'année conformément aux délais d'ajustement de la productivité, les embauches retrouveraient un certain dynamisme en cours d'année.

Les résultats des entreprises s'amélioreraient

Face à la baisse des prix des importations, les prix de production des entreprises

manufacturières croîtraient modérément en 1992. Ces dernières reconstitueraient en partie leurs marges d'exploitation du fait de la décroissance des coûts salariaux. Le coût salarial unitaire serait en effet en net ralentissement compte tenu de la décélération du taux de salaire horaire et de forts gains de productivité.

Pour l'ensemble des sociétés l'amélioration de l'activité en 1992 et d'importants gains de productivité permettraient une augmentation de leur taux de marge (32,4 % après 31,9 % en 1991 en moyenne annuelle). La nette diminution de la pression fiscale faisant suite à la faible activité de 1991, associée à la bonne tenue de la demande, entraînerait une légère amélioration du taux d'épargne des sociétés (16,9 % après 16,2 % en 1991) et expliquerait, du fait du moindre effort d'investissement, une nette augmentation du taux d'autofinancement dont la valeur avoisinerait 100 %.

Le taux de chômage continuerait de s'accroître

La politique active de l'emploi ne permettrait pas de stabiliser l'emploi total comme en 1991 : celui-ci baisserait en glissement de 0,2 % en 1992. Les créations d'emploi du secteur non marchand résulteraient en grande partie de l'augmentation du nombre de contrats-emplois solidarité (CES) qui bénéficieraient cette année davantage aux chômeurs de longue durée. Les autres mesures en faveur de l'emploi concernent la formation et l'insertion des jeunes : l'extension des stages limiterait l'augmentation de la population active en 1992. Ainsi, la baisse des emplois conjuguée à la hausse de la population active pourrait se tra-

duire par un accroissement du nombre de chômeurs au sens du BIT qui avoisinerait 130 000 en 1992, soit par rapport au niveau d'avril un accroissement du taux de chômage de l'ordre de 0,3 à 0,4 point.

Malgré des salaires en décélération...

Associé à cette contraction de l'emploi, l'évolution du taux de salaire horaire fléchirait légèrement, ce qui aurait pour conséquence un nouveau ralentissement de la masse salariale. Néanmoins la hausse de 3,9 % du taux de salaire horaire demeurerait supérieure à ce qui avait été observé dans la période 1987-1988, années de reprise. A cet infléchissement du rythme d'évolution des salaires du secteur privé est associée une accélération de l'indice des traitements de la fonction publique d'Etat, son taux de croissance en moyenne annuelle serait de 3,3 % en 1992 après 2,6 % en 1991. Parallèlement, le taux de croissance du salaire moyen, primes incluses, baisserait dans le secteur privé alors qu'il augmenterait dans la fonction publique d'Etat.

...les gains de pouvoir d'achat du revenu disponible brut seraient plus élevés qu'en 1991

Cependant, malgré le ralentissement de la masse salariale, accompagné de celui du solde des revenus de la propriété et de l'entreprise du fait de la moindre activité de 1991, le revenu des

ménages accélérerait grâce à une forte croissance de l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels, mais aussi du fait de la hausse des loyers. Les prélèvements sociaux se stabiliseraient et les prélèvements fiscaux décélèreraient en raison de la moindre croissance des revenus des ménages en 1991.

Le taux d'épargne serait voisin de celui observé au second semestre de 1991, il s'établirait à 12,3 %. La baisse de 0,3 point observée entre 1991 et 1992 se retrouverait dans l'évolution du taux d'épargne financière des ménages. Ceci traduirait en termes de revenu, une plus faible capacité de financement des ménages.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages croîtrait de 2,2 % en 1992 après 2 % en 1991.

L'inflation reste stabilisée

L'inflation s'élèverait à 3,0 % à la fin de 1992 après 3,1 % fin 1991. La remontée du cours du pétrole brut du fait des perspectives de reprise aux Etats-Unis et l'appréciation du dollar par rapport au franc qui devrait lui être associée expliqueraient une inflation importée légèrement plus forte qu'en 1991^{1/}.

Les prix des produits alimentaires devraient décélérer au cours de l'année, ce qui entraînerait une inflation hors énergie voisine de 3,2 % à la fin de l'année, en légère baisse par rapport à ce qui était observé fin 1991. L'inflation sous-jacente définie par l'évolution de l'indice des prix hors énergie et hors alimentation serait stabilisée.

Enfin malgré la sortie du glissement annuel de l'alourdis-

sement de fiscalité allemande survenu en juillet 1991, l'écart d'inflation entre l'Allemagne et la France demeurerait en faveur de la France en moyenne annuelle en 1992. En glissement, cet écart d'inflation s'amenuiserait notablement.

Les échanges de marchandises dégageraient un solde positif

En dépit d'une baisse des termes de l'échange d'un peu plus d'un point, le solde manufacturé Caf-Fab en valeur s'améliorerait de plus de 30 Mds de F, pour atteindre un léger excédent en 1992, grâce à la remontée de 4,5 points du taux de couverture en volume qui passerait à 95,5 %.

L'allègement de 4 Mds de F de la facture énergétique, qui s'élèverait à 90 Mds de F^{1/}, résulterait des cours déprimés du pétrole en début d'année. Par ailleurs, l'excédent agro-alimentaire s'améliorerait de l'ordre de 4 Mds de F pour atteindre 48 Mds de F, inférieur au record de 1990. Au total le solde douanier des échanges de marchandises (Fab-Fab) serait excédentaire, de l'ordre de 5 Mds de F, pour la première fois depuis 1978.

L'excédent touristique, qui atteint en 1991 le niveau record de 51 Mds de F, continuerait à s'améliorer cette année au vu des bons résultats du premier trimestre. L'offre touristique française bénéficie de sa bonne compétitivité-prix et de la qualité de son offre. La croissance des exportations serait cependant en partie compensées par les dépenses des résidents à l'étranger plus dynamiques, favorisées par les manifestations internationales en Espagne.

^{1/}Avec l'hypothèse conventionnelle d'un dollar à 5,60 F et d'un prix du baril importé de 20 \$ sur le second semestre. Un dollar à 5,40 F conduirait à un glissement annuel des prix à 2,9 % et à une facture énergétique à 87 Mds de F.

En revanche, le déficit des transferts unilatéraux augmenterait, puisqu'ils ne bénéficieraient plus cette année des versements au titre de la guerre du Golfe (plus de 10 Mds de F en 1991). Et surtout, le déficit lié aux revenus des capitaux pourrait sensiblement s'aggraver en raison de l'augmentation des achats de titres français, en particulier des émissions du Trésor, par les non-résidents durant les dernières années. Au total, l'amélioration de la balance des transactions courantes reflèterait en grande partie le redressement du solde de marchandises. ■